

Grand angle

Industrie agroalimentaire

L'urgence d'une restructuration

● Avec près de 30 % du PIB industriel et 25 % des emplois industriels, l'agroalimentaire peine à rejoindre la dynamique des secteurs connexes (agriculture, pêche maritime et industrie). Le contrat-programme qui devrait mettre la filière sur les bons rails est dans le pipe mais reste suspendu à une étude externe sur le secteur dont les conclusions tardent à voir le jour. En attendant, l'agroalimentaire accuse des pertes de marchés importants aussi bien sur le plan local qu'à l'export.



Malmenés aussi bien sur le plan local qu'international, les opérateurs de l'industrie agroalimentaire ont eu un avant-goût de la stratégie concoctée par le gouvernement pour relancer le secteur, le jeudi 3 septembre. Lors d'une réunion du comité de pilotage présidée par les deux ministres de tutelle, -Aziz Akhannouch, ministre de l'Agriculture et de la pêche maritime, et Moulay Hafid Elalami, ministre de l'Industrie, du commerce, de l'investissement et de l'économie numérique-, une «ébauche» de la stratégie agro-industrielle a en effet été présentée aux professionnels. Si les deux ministres ont réitéré leur volonté de doter le secteur des moyens nécessaires pour dynamiser ses filières, les professionnels, eux, sont restés sur leur faim. «Les grandes axes et actions nécessaires pour booster le secteur sont connues, il s'agit mainte-

nant de passer à l'action. Cela passe par la signature du contrat-programme avec le gouvernement, lequel est suspendu en attendant que l'étude commandée par le ministère de l'Industrie pour diagnostiquer le secteur et ses perspectives soit livrée», indique un opérateur agroalimentaire.

En attendant l'étude

En avril 2014, à l'occasion du lancement du plan d'accélération industrielle 2014-2020, un mémorandum d'entente a été signé entre l'État et la Fédération nationale de l'agroalimentaire (Fenagri) pour élaborer notamment un projet de contrat-programme entre les deux parties. Mais avant d'en arriver là, le ministère de l'Industrie a décidé de lancer une étude pour définir une stratégie de développement du secteur des industries agroalimentaires. Et depuis lors, l'étude se fait toujours attendre. L'appel d'offres pour la

réalisation de l'étude a été lancé en mi-juin 2014. Plusieurs cabinets se sont bousculés au portillon pour décrocher la réalisation de l'étude : Arsen Consulting, Roland Berger, Valyans, Mac Kinsey, PWC et WB Consulting, Kurt Salmon et EMC, SIS Consultant et BIPE, Co-Efficiency, Novec, Optim Conseil... Seulement, après analyse des offres techniques, l'appel d'offres a été déclaré infructueux. Deux mois après, le 12 août précisément, l'appel d'offres a été relancé. Au final, la commission interministérielle en charge du dossier a jeté son dévolu sur le cabinet Roland Berger pour mener l'étude et déterminer les axes stratégiques du contrat-programme. Ce dernier devait accomplir sa mission dans une durée ne dépassant pas les 7 mois. Mais jusque-là, les résultats se font attendre. Il faut savoir que ce n'est pas la première fois que le secteur est passé au crible par un cabinet d'étude. Fin 2014, Arsen Consulting a effectué une étude pour le compte du ministère de l'Agriculture et de la pêche maritime, afin d'accompagner la mise en œuvre des programmes de développement du secteur de l'agro-business.

Les pistes à suivre

C'est dire que le diagnostic a été fait, et les professionnels, à travers la plateforme de réflexion mise en place au niveau de la Fenagri, ont déjà une idée sur les mesures à mettre en place. Concrètement, il faut concocter une batterie de mesures pour



Q/R

Ahmed Ouayach

Président de la Confédération marocaine de l'agriculture et du développement rural (Comader)

«La structuration de la filière est urgente»

Les ÉCO : L'ébauche de la stratégie agro-alimentaire a été présentée aux professionnels il y a quelques jours. Quels en sont les grands axes ?

Ahmed Ouayach : Tous les intervenants ont été d'accord sur un point essentiel : grâce au Plan Maroc Vert, la production agricole est de plus en plus importante, il est donc impératif de valoriser cette production à travers la promotion des industries agroalimentaires et la dynamisation des filières agricoles. Et le constat est que la structuration des industries agroalimentaires revêt un caractère urgent, et ce pour être compétitif aussi bien sur le marché national qu'à l'export. La priorité est d'arriver à un produit de qualité et répondant aux normes internationales.

Comment le gouvernement va-t-il soutenir cette filière ?

Il y a une étude approfondie qui a été commandée à un cabinet de renommée. Le diagnostic et les conclusions de cette étude vont servir de base pour établir les mesures à prendre. Dans tous les cas, ce processus sera couronné par la signature d'un contrat-programme entre l'État et les professionnels, et qui devra profiter aux différents intervenants dans la chaîne de production. En principe, ce contrat devra être signé avant la fin de l'année.

●●●
Les opérateurs du secteur doivent aussi retrouver leurs manches pour se mettre à niveau : modernisation de l'outil industriel, distribution, emballage, logistique, innovation....

Grand angle

répondre à trois exigences : d'abord, se mettre à niveau pour être compétitif aussi bien sur le marché national qu'à l'export. Ensuite, mettre à la disposition de la filière des conditions d'investissements compétitives (foncier, fiscalité, financement, formation) pour booster la transformation industrielle des produits agricoles. Et enfin, une gestion durable des facteurs de production en maîtrisant les coûts (intrants, énergie...). Les opérateurs du secteur doivent aussi retrousser leurs manches pour se mettre à niveau : modernisation de l'outil industriel, distribution, emballage, logistique, innovation....sur ces chantiers, la balle est plutôt dans leur camp. Il s'agit là de pré-requis indispensables avant de se lancer dans la conquête des marchés à l'international. Sur ce point, la Fenagri, dans une étude réalisée avec l'Office des changes et publiée début 2015, suggère d'ouvrir de nouveaux marchés à l'export. Et en particulier, les exportateurs marocains doivent s'attaquer à des marchés de niche à forte valeur ajoutée. Les produits comme la biscuiterie, la chocolaterie, les plats cuisinés, les pâtes, le couscous ainsi que le marché alimentaire Halal sont autant de pistes qui peuvent inverser la tendance déficitaire de la balance commerciale agroalimentaire.

Pertes colossales

En effet, selon l'étude de la Fenagri et de l'Office des changes, la balance commerciale des produits agroalimentaires, excédentaire en 2004, est devenue déficitaire en 2014. En dix ans, la balance commerciale de l'industrie agroalimentaire marocaine est passée d'un excédent de 2,4 milliards de DH à un déficit équivalent de 2,4 MMDH. L'explication de cette descente aux enfers ? Le déphasage entre les exportations et les importations dans ce secteur. Ainsi, si les exportations de ces produits ont doublé sur cette période (10 MMDH en 2004 à 22 MMDH en 2014), les importations, essentiellement portées par l'industrie des huiles et du sucre, ont plus que triplé (7,8 MMDH à 24,3 MMDH). Malgré le dynamisme des exportations qui ont doublé en valeur absolue, le Maroc a perdu de grosses parts de marché au profit de la Turquie, des Émirats arabes unis et de l'Égypte. C'est qu'en une décennie, la structure des exportations de produits agroalimentaire n'a pas évolué. Entre 2004 et 2014, la part de l'industrie du poisson (52% des exportations alimentaires marocaines) et des conserves végétales (15% de ces mêmes exportations) est restée dominante. Le Maroc s'est contenté de vendre toujours et encore les mêmes produits traditionnels. En parallèle, le Royaume n'a pas fait l'effort de toucher de nouveaux marchés. L'Europe (Espagne, France, Italie) qui représente 51,4% des échanges commerciaux reste son principal client alors qu'il est difficile de concurrencer les marques européennes. En plus, le Maroc se livre une bataille acharnée avec la

Turquie qui n'est pas en sa faveur. Les Turcs ont en effet supplanté les produits marocains en devenant les premiers fournisseurs de l'Europe grâce à une augmentation de 49% de leurs exportations en seulement cinq ans (2009-2014). Sur le marché local le tableau n'est pas reluisant non plus. Avec la signature de multiples accords de libre-

échange (ALE), les importations des produits agroalimentaires ont flambé ces dernières années accentuant le déficit de ma balance commerciale. Autant dire qu'un plan d'action est s'impose pour redresser la barre.

PAR **TARIK HARI**
t.hari@leseco.ma